Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 143
Janvier 2022

le libertaire
revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

Grève générale le 31 janvier 2023

Deux millions de personnes dans les rues pour manifester contre le projet de réforme des retraites du gouvernement Macron. Vingt mille personnes dans les rues de chacune des grandes villes normandes : Caen, Rouen et Le Havre. Près de 50 000 manifestants à Toulouse ainsi qu'à Nantes. Entre 100000 et 400 000 à Paris. Des chiffres d'ampleur ; c'est la plus grosse manif sous l'ère Macron.

Des discussions se déroulent actuellement sur les lieux de travail pour agir et mobiliser en attendant la prochaine mobilisation du 31 janvier prochain. Journées saute-mouton diront certains, préparation de la grève générale diront d'autres. Ce qui est certain, c'est que l'opinion publique est du côté des grévistes. Personne, y compris les cadres, n'a envie d'aller au turbin jusqu'à 64 ans d'autant que les 43 annuités de Marisol Touraine nous enjoignent déjà à cotiser plus longtemps.

Déjà, les réactionnaires de Terra Nova (se définissant de gauche quand même) viennent au secours du pouvoir. Il faudrait sous-indexer les pensions de ceux et celles qui gagnent 2000 euros. D'autres pensent qu'il faudrait augmenter la CSG pour ceux et celles dont la pension est supérieur au salaire médian, soit 1800 euros net par mois. Combien gagnent ces gens mensuellement ? Car à chaque fois, ce sont ceux qui gagnent le plus qui demandent aux autres, les petites gens, de se serrer la ceinture. Avec 1800 euros par mois, c'est loin d'être la richesse. Les travailleurs ne le savent que trop.

Nous avons un couple de camarades retraités qui touchent à deux 3400 euros mensuellement et à qui le conseil départemental a demandé 350 euros par mois pour payer l'Ehpad des parents d'un des camarades.

Mettre les retraités qui ont travaillé toute leur vie à contribution pour financer notre système de retraites par répartition est un non-sens. D'autant que les retraités paient déjà la CSG.

La macronie et les réactionnaires type Terra Nova ont beau vouloir monter les générations les unes contre les autres, ça ne marche qu'à la marge car dans l'ensemble même les plus jeunes n'ont pas envie de s'attaquer aux retraites des plus âgés car les séniors aident aussi leurs enfants ou petits- enfants. Leur enlever du pouvoir d'achat, c'est enlever une partie de l'entraide familiale. Et beaucoup de retraités sont pauvres, ce que Terra Nova semble oublier.

Dans un contexte inflationniste, les salaires comme les retraites doivent être augmentés au même niveau que l'inflation. De nombreux retraités sont dans la misère ; leur retraite doit être de même revalorisée pour qu'ils puissent vivre dignement.

D'autre part, les travailleurs ont bien compris que l'actuelle réforme Macron n'est qu'une étape vers une autre réforme après 2030. Et peut-être même dès 2027 à l'issue de la présidentielle. Des ténors de la majorité comme Bruno Lemaire disent à haute voix que cette réforme ne sera pas la dernière. Et Macron d'enfoncer le clou en parlant de clause de revoyure. Dans le langage des technocrates, ça veut dire qu'on remettra le couvert dès que possible. Le gouvernement Borne comme ses prédécesseurs a le bon filon, celui de la pressurisation des salariés en jonglant uniquement sur les paramètres d'âge et de durée de cotisation. Mais on ne touche pas au patronat, aux actionnaires, aux bénéfices, aux profits…Les calculs de l'exécutif laissent à désirer pour l'équilibre des retraites car ils sont basés sur le plein emploi ; il pense aussi que l'inflation va reculer et que la croissance va augmenter. Toutes ces prévisions sont bien aléatoires car dans la conjoncture actuelle, personne ne peut prédire s'il y aura une récession ou pas, si le chô-

mage notamment des séniors ne va pas crever le budget de l'Etat et si la croissance sera au rendez-vous, ne serait-ce que l'an prochain. La guerre en Ukraine, la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine, l'attitude de Poutine…sont des éléments à prendre en compte et dont on ne peut prévoir l'issue. La réforme Macron en l'état n'est qu'une réforme de finances publiques, basée sur un scénario incantatoire. La crise du Covid est passée par là et le marché du travail, sur lequel repose tout système par répartition, est des plus aléatoires. Donc effectivement, la réforme Macron en appellera d'autres. CQFD. Et les Français ne le savent que trop bien. Mais dos au mur, les travailleurs peuvent se révéler très combatifs et espérons-le très imaginatifs pour proposer des alternatives au capitalisme évitant ainsi de se jeter dans les bras de Marine Le Pen.

Ti Wi (GLJD)

Retraites: sérieusement, de qui se moque-t-on ?

Sérieusement, de qui se moque-t-on ? Quand Elisabeth Borne demande aux syndicats de ne pas pénaliser les Français en faisant grève et éventuellement en bloquant le pays ? Est-elle dans la provocation ou dans la déconnexion totale du réel? A notre avis, un peu des deux.

Car qui peut oublier les propos tenus sur les carreleurs par exemple où ces derniers « bénéficiant » de genouillères pourraient travailler plus longtemps car davantage protégés. Propos indigne ! D'autant que les carreleurs tout comme les ouvriers en général travaillent pour un patron qui les exploite. L'ouvrier métallurgiste, l'ouvrier du port… n'ont rien à voir avec le patronat si ce n'est un rapport de soumission, les travailleurs n'ayant que leur force de travail à vendre. Les porte-parole du gouvernement sont dans l'idéologie et tiennent des propos révélateurs quant à leur méconnaissance du milieu ouvrier. Ils veulent garder leurs avantages sur le dos des prolétaires.

Depuis des décennies d'injonctions du capital à repousser l'âge de départ à la retraite, en fait depuis 1953 pour les fonctionnaires, ce sont des professionnels de la politique, des « experts » autoproclamés en économie, qui dictent l'état de l'opinion publique. Ils se succèdent à la TV, sur les radios et les réseaux sociaux pour disserter sur des problèmes qu'ils connaissent de très loin et qu'ils ne vivent pas dans leur chair. En réalité, ceux à qui les médias donnent la parole n'y connaissent pas grand-chose. Ils n'ont jamais travaillé à la chaîne, jamais enseigné dans des classes REP+, jamais enchaîné les quarts à l'hôpital avec un sous-effectif chronique…

Pourtant, ce sont les gens de la première ligne et aussi ceux de la seconde qui créent les richesses et font tourner le pays, mais ils n'ont que rarement voix au chapitre. On leur préfère des « experts ». Les mêmes qui n'avaient pas vu venir la crise financière de 2008, ceux qui avaient prédit deux ou trois mois d'inflation… Déjà en 1953, le gouvernement de l'époque s'attaquait aux retraites des fonctionnaires. La guerre d'Indochine avait grevée le budget de l'Etat. Il y a toujours une facture à payer…pour les salariés et les chômeurs.

La bourgeoisie ne croise jamais des travailleuses et des travailleurs aux métiers pénibles. Elle assume très bien son séparatisme social, que ce soit dans les quartiers et dans les écoles.

80% des Français sont contre la retraite à 64 ans. Ce n'est pas rien ; eux, les décideurs, qui s'appuient souvent sur les sondages pour faire passer leur politique feraient bien d'en tenir compte.

Mais nous ne sommes pas dupes ; le but de la réforme Macron est de financer des réductions d'impôts pour les entreprises. Le gouvernement compte ainsi récupérer 8 à 12 milliards par an. On prend dans la poche des travailleurs pour remplir les poches du patronat.

Le déficit envisagé dans les années 2030, d'une dizaine de milliards par an, est calculé sur la base de projections sujettes à caution notamment en termes d'emploi. De toute façon, pas de quoi faire s'écrouler le système surtout quand on compare avec les diverses aides publiques aux entreprises qui étaient estimées à 150 milliards en 2019 ! Car, c'est bien dans les cadeaux faits au patronat qu'il convient de chercher l'origine de la réforme. Chaque année, ce sont notamment plusieurs dizaines de milliards que les entreprises volent sur les salaires (le brut) avec des exonérations de cotisations sociales qui manquent dans les caisses de la protection sociale … Pour les fonctionnaires, le blocage du point d'indice et le manque d'embauches sont les causes premières d'un manque à gagner pour le financement des retraites.

Les libertaires veulent socialiser la production, dégager les parasites capitalistes (pléonasme) pour un autre futur.

Car, la réforme proposée par Borne-Macron pénalisera les travailleurs qui ont commencé à travailler tôt. Cela rendra les fins de carrières plus difficiles. Le patronat, toujours à l'affût de profits, demande déjà des subventions à l'Etat pour l'embauche de séniors.

En augmentant la durée de cotisation requise, on aggrave aussi la situation pour les femmes. Elisabeth Borne invoque comme raison le maintien de l'âge de départ sans décote à 67 ans, mais la réalité c'est que les pensions des

femmes sont toujours un tiers inférieures à celles des hommes et la réforme en l'état ne fait rien pour corriger ça.

Nos vies contre les profits de quelques-uns, voilà l'enjeu. Le patronat et l'Etat contrôlent nos vies et notre travail. A nous, d'inverser la vapeur pour que ce dernier devienne émancipateur et socialement utile, sous notre contrôle.

C'est d'un autre projet de société dont nous avons besoin. Autogérons toute la société ; débarrassons-nous des politiciens et des exploiteurs.

Ti Wi (GLJD)

Le couperet est tombé : départ à 64 ans et obligation de cotiser 43 années dès 2027

Hier nous nous battions pour la semaine de travail de 35 heures. Certains anarcho-syndicalistes, dans l'entre-deux-guerres se battaient pour la semaine de 32 heures. Et voilà que le gouvernement Macron-Borne veut revenir sur les 35 H à l'hôpital par exemple et qu'il veut nous faire travailler plus longtemps avec sa réforme des retraites. Le couperet est tombé : départ à 64 ans et obligation de cotiser 43 années dès 2027 (Merci aussi aux socialistes et Madame Touraine). Notre conviction a toujours été de dire que la même production pourrait être obtenue en passant moins de temps au travail, compte tenu des avancées organisationnelles et techniques dans les entreprises (robotisation, intelligence artificielle, numérique…). Comment pourrions-nous ne pas prendre moins de temps pour faire notre travail si nous avons maintenant des ordinateurs et des machines qui rendent notre travail moins pénible et plus efficace ? C'était purement logique dans notre esprit que nous allions travailler de moins en moins et dans de meilleures conditions. Mais ce que nous n'avons pas pris en compte, dans notre optimisme, c'est le problème sous-jacent, c'est que le système capitaliste est basé sur l'exploitation de la classe ouvrière.

L'exploitation au travail ne se limite pas à une région ou à un État, mais s'est toujours produite à l'échelle mondiale. C'est pourquoi les libertaires ont toujours affiché une vision internationaliste de leur combat. De même pour l'écologie où la pollution ne s'arrête pas aux frontières. Avec l'A.I.T., la Jurassienne, nous avons toujours soutenu l'idée de l'organisation de la classe ouvrière unie du monde entier, puisque ouvrières et ouvriers auront toujours, quel que soit le pays d'où nous venons, le même problème commun : l'exploitation à laquelle le capital nous soumet. Dans le cadre de cette lutte mondiale, les anarcho-syndicalistes se fédèrent ; c'est ce que l'on appelle le fédéralisme libertaire.

Les patrons, tout comme les politiciens, appliquent le « diviser pour mieux régner ». Le pouvoir veut toujours que nous soyons divisés pour pouvoir nous vaincre. Il ne veut pas que nous marchions ensemble en luttant contre les inégalités et il place des frontières afin de séparer les travailleurs et les travailleuses, promouvant par là-même la xénophobie. Il est triste de voir des gens de la même classe d'un côté de la frontière mépriser ceux de l'autre côté, les considérant comme une menace pour leur emploi ou leur sécurité. Ces travailleurs et travailleuses croient que ceux et celles qui sont de l'autre côté vont leur enlever leur gagne-pain et ils ne voient pas d'alliance possible pour lutter contre ceux qui leur enlèvent leur emploi et leurs droits du travail : les capitalistes.

La solution n'est autre que l'application des principes de l'anarcho-syndicalisme : internationalisme, anticapitalisme, égalité économique et sociale, entraide et solidarité. Ce n'est qu'alors que nous sortirons de cette barbarie et réaliserons un monde plus humain dans lequel l'exploitation de la classe ouvrière ne sera plus qu'un souvenir du passé.

Pour sa part, le capital traverse volontiers les frontières à la recherche de main d'œuvre à exploiter et pour leurs investissements/affaires. Léo Ferré chantait déjà que les patrons français n'étaient pas chauvins : « Faut la Mercedes, buisness is buisness »…Ainsi pour certaines catégories de salariés, les conditions de travail sont de plus en plus misérables ; et c'est pourquoi nous devons comprendre notre lutte au sens large, ne pas nous limiter à notre environnement immédiat et nous devons penser globalement, puisque le capitalisme le fait dans sa tentative d'asservissement envers nous. On parle beaucoup des problèmes survenus à la frontière ukrainienne, une guerre clairement menée par la machine capitaliste (il est clair cependant que la Russie est le pays agresseur ; cqfd), mais on entend à peine parler de la frontière du Rojava. De même, les massacres et la guerre en Ethiopie ont fait

plus de 500 000 morts sans compter les déplacés et ceux qui vont mourir de faim, et là encore, silence radio.

La répartition des richesses, que le système capitaliste nous arrache, devrait être l'objectif prioritaire d'une société socialement avancée, mais dans la société dans laquelle nous vivons, c'est l'inverse qui est encouragé. Selon le Rapport mondial sur les inégalités 2022, « les 10 % les plus riches de la population mondiale possèdent 52 % du revenu mondial, tandis que la moitié la plus pauvre de la population mondiale gagne 8,5 % ». Les chiffres parlent d'eux-mêmes. David Graeber irait plus loin : nous sommes les 99%.

Nous tombons continuellement sur des slogans du système qui nous poussent à être compétitifs. Ils veulent que nous soyons compétitifs et concurrentiels, pour voir qui peut travailler davantage d'heures pour un salaire moindre. Mais il est plus raisonnable de coopérer entre nous et de voir comment travailler moins pour que nous puissions tous travailler, pour vivre mieux et pouvoir ainsi garantir une vie décente à tout le monde.

Bien que nous traversions une période très difficile dans laquelle le capitalisme nous emmène à toute vitesse vers la catastrophe notamment d'un point de vue écologique mais peut-être aussi dans une guerre mondiale qui se profile, nous avons encore une solution pour cela. Et la solution n'est autre que l'application des principes de l'anarcho-syndicalisme : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Ce n'est qu'alors que nous sortirons de cette barbarie et réaliserons un monde plus humain dans lequel l'exploitation de la classe ouvrière ne sera plus qu'un lointain souvenir.

Dans l'immédiat, la lutte pour la défense des retraites s'annonce importante. Nous avons perdu en 2003 et en 2010. Perdre en 2023 serait catastrophique pour la classe ouvrière. Des propositions doivent être faites. Par exemple, concernant la Fonction publique, nous connaissons les conditions de l'équilibre. Une augmentation du point d'indice, donc des salaires, renflouerait les cotisations retraites. Une embauche conséquente de fonctionnaires comblerait de même le déficit de la fonction publique hospitalière. Les hospitaliers demandent la création de 200 000 postes pour faire tourner correctement l'hôpital. Les solutions sont à portée de main. Chaque profession a ses contraintes. Il faut que toutes les propositions remontent et que la rue impose le bon sens. Sinon les femmes, les ouvriers et les précaires seront encore plus mal lotis dans le futur qu'aujourd'hui.

Patoche (GLJD)

Le combat pour une écologie sociale et libertaire sera long

Réorienter la production et se réapproprier les moyens de production et de distribution. Voilà une piste que les syndicats évitent soigneusement d'aborder car ils aiment se répartir les tâches avec les politiciens (A ces derniers, l'accession au pouvoir par les urnes). C'est donc une piste que les libertaires doivent soigneusement valoriser. Parce que faire confiance au capitalisme pour lutter contre le réchauffement climatique est d'une naïveté confondante. L'exemple d'Exxon qui savait depuis des décennies que les énergies fossiles dopaient le dérèglement climatique est là pour nous rappeler que seuls les profits intéressent les capitalistes. Ne pas faire confiance non plus aux grands commis de l'Etat qui sont là pour rassurer et faire comme si de rien n'était. L'exemple de l'incendie du 16 janvier 2023 à Grand-Couronne (Seine-Maritime) est sidérant. Un entrepôt du groupe Bolloré (Bolloré Logistics) a pris feu ; celui-ci s'est propagé à un bâtiment attenant, appartenant à une autre société (Districash accessoires) et qui contenait environ 70.000 pneus. Des batteries de lithium et des pneus ont donc brûlé avec un épais panache de fumée à la clef. Et le préfet d'indiquer: » S'agissant des fumées, les mesures ne font apparaître aucun élément particulier préoccupant ». Il ne s'agit pas d'un site Seveso mais d'un site « à enregistrement »…C'est une batterie au lithium qui a pris feu dans une cellule du bâtiment où étaient stockées « environ 12.250 batteries ou éléments de batteries au lithium » selon l'exploitant. Donc, ça sentait le brûlé mais il n'y avait pas lieu de déclencher les sirènes pour alerter la population, aucune raison de confiner…. Pourtant la catastrophe Lubrizol à Rouen est dans toutes les mémoires. Et tout le monde sait que des pneus et des batteries qui brûlent, ce n'est pas toxique… Les métaux lourds, la dioxine…sur les sols et dans l'eau, c'est ballot.

Les profits recherchés à grande échelle ne peuvent être écologiques, c'est antinomique. Par contre les luttes environnementales et les luttes sociales sont indissociables. Elles doivent être menées de front. Nous savons que la répression va s'abattre durement contre ceux et celles qui appliqueront la désobéissance civile, le sabotage…

Le 28 novembre 2022, la cour d'appel de Nancy a requis des peines allant de douze mois de prison ferme à huit mois avec sursis contre sept opposants au projet Cigéo.

Depuis le début de cette affaire, il y a cinq ans, les prévenus ont dénoncé un procès « politique » visant à criminaliser et à étouffer leur lutte contre Cigéo, ce projet

d'enfouissement de 85 000 m³ de déchets nucléaires extrêmement radioactifs, à Bure (Meuse). Voilà un exemple de répression ; il faudra suivre ceux d'Extinction Rebellion et autres activistes de l'environnement.

Entre les capitalistes via les économistes et les militants écologistes via les scientifiques, le torchon brûle. Les économistes, du moins la plupart, évoquent les coûts. Si ces derniers augmentent, les individus chercheront des solutions de substitution. A part que les travailleurs qui habitent en zone rurale n'ont d'autre choix que d'avoir une ou deux voitures pour aller bosser. Et que les voitures électriques par exemple sont hors de prix. Sans compter l'inflation, le prix du carburant et de l'énergie. Les économistes comme les politiciens sont généralement hors sol. Les petits salaires sont pénalisés contrairement aux hauts revenus qui trouveront toujours une échappatoire.

Les scientifiques parlent de « finitude de la planète ».

Alors décroissance ou croissance verte ?

Ce qui est certain, c'est que les solutions des économistes en l'état actuel des propositions basées sur la croissance ne peuvent résoudre les problèmes du réchauffement de la planète, la perte de biodiversité, l'eau qui se raréfie…Les économistes qui basent leur réflexion sur les prix permettant un changement de comportement des individus font l'impasse sur les millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté. L'augmentation des prix non compensées par des hausses de revenus induisent le rationnement pour les plus démunis. Faire confiance aux marchés nous amène droit dans le mur des inégalités croissantes au sein de la population. Les solutions à mettre en place bouleverseront notre manière de vivre ; c'est pour cela qu'il faut remettre en cause les classes possédantes privilégiées qui possède le pouvoir de décider et de consommer de manière démesurée. Dans le dérèglement climatique, les travailleurs sont nettement moins responsables que la bourgeoisie de la crise écologique. Les libertaires le disent clairement, nous devons produire et consommer différemment. La croissance actuelle s'effectue sur le fait de produire toujours plus de biens à obsolescence programmée, le tout jetable, le plastique à gogo, les budgets publicitaires faramineux, des SUV qui permettent des marges plus importantes pour les constructeurs automobiles…La gabegie à tous les étages. Voilà ce qu'il faut commencer à déconstruire. Parallèlement, nous pouvons accentuer les mises en place de réelles pistes cyclables sécurisées (pas des bouts de peinture au sol), la limitation de vitesse à 110 km/h sur les autoroutes (pas besoin d'attendre le feu vert de l'Etat pour le faire), supprimer les passoires thermiques en aidant les locataires et petits propriétaires à mieux isoler leur logement, subventionner les modes de chauffage moins énergivores (pas uniquement pour les plus pauvres mais aussi pour les classes moyennes). Au niveau de Ma Prime Rénov', les aides accordées servent à mener des opérations limitées. D'autant que changer un mode de chauffage n'améliore en rien l'efficacité énergétique du bâti. En réalité ce système n'est pas très cohérent.

Renforcer les subventions et les commandes de nourriture bio (cantines, magasins solidaires, coopératives…). Permettre aux individus de mettre des panneaux solaires subventionnés sur les toitures, dans les jardins…afin de diminuer notre consommation d'énergies fossiles ou nucléaires.

Des solutions existent mais c'est la volonté politique qui manque. Sans compter les lobbys qui entravent la réflexion et la mise en place d'alternatives. Un grand coup de pied dans la fourmilière, voilà ce qu'il faut. Quand on voit que les distances réglementaires d'épandages de pesticides près des habitations sont ridiculement faibles pour protéger les riverains et l'environnement, on sent le chemin qui reste à parcourir pour faire fléchir le Conseil d'Etat et le Conseil constitutionnel.

Le combat pour une écologie sociale et libertaire sera long dans ces conditions mais les militants sont coriaces et têtus.

Patoche (GLJD)

L'égalité politique de la femme

Depuis ses tout débuts, la lutte pour l'égalité politique des sexes a affronté trois fervents opposants – le prêtre, le politicien et le scientifique. Les deux premiers ont été, du moins partiellement, convaincus ou réduits au silence. Ceux qui vocifèrent encore se replient derrière les arguments du scientifique, et celui-là, seul, continue de sourire et de sourire, le vieux barbon, pour la très bonne raison que les dirigeantes du mouvement pour l'égalité politique ont failli, à quelques exceptions près, à la tâche consistant à donner à leur revendications une base scientifique moderne. Elles revêtent l'armure fatiguée du siècle dernier et veulent combattre la dynamite, seulement vêtues d'une côte de maille. Nous avons été gavées de ces expressions de « droits naturels », « droits inhérents », « droits inaliénables », « tous créés égaux », etc., toutes ces formules témoignant de la pensée métaphysique qui dominait au siècle dernier, et qui sont facilement réfutables par la simple épreuve des faits.

Il peut être aventureux pour l'auteure d'oser demander si c'est une question d'ignorance ou de stratégie politique de la part des dirigeantes des suffragettes. La première hypo-

thèse est difficile à soutenir, mais il pourrait être raisonnable d'opter pour la seconde, d'autant plus qu'on sait qu'il est extrêmement audacieux de vouloir introduire une réforme en renversant les idoles d'une nation – et l'électeur américain est le plus stupidement et le plus obstinément « marié à l'idole » des droits naturels. Actuellement, rien n'est plus clair : comme c'est généralement le cas lorsque la stratégie politique s'en remet à la vérité, nous ferons triste figure devant le tribunal des sages si nous continuons à appuyer nos revendications sur ce qui est en soi sans fondement.

Droits naturels ! Ils n'existent pas.

Tous créés égaux ! Absurdité.

Vous avez un « droit naturel à vie, à la liberté et à la poursuite du bonheur ». De même en est-il d'un mouton ou d'une pomme de terre, et pourtant vous le leur déniez tyranniquement en les mangeant. Vous souriez ? Vous continuez complaisamment à manger, faisant calmement remarquer : « Oh ! C'est un mouton. » « Précisément », vous sourit en retour l'iconoclaste des « droits naturels », « et vous êtes une femme ». Le mouton n'a aucun droit que vous êtes tenue de respecter, parce qu'il n'a pas le pouvoir de vous forcer à les respecter. Les idéaux de la nature, ce ne sont pas les droits, ce sont les pouvoirs. Selon elle, seule la classe des maîtres a des « droits », et la lutte pour les droits est une lutte pour la division du pouvoir ; ce n'est que lorsque le pouvoir est obtenu que les droits se mettent à exister. Pour vous l'illustrer : un homme a un « droit » à la vie, dit-on ; mais placez-le dans une situation où il ne dispose d'aucun capital et d'aucune opportunité de travailler, situation que partagent des milliers de personnes aujourd'hui, et que devient son droit à la vie ? Il n'a aucun pouvoir de vivre, et doit plutôt mourir de faim. La même logique inexorable s'applique à la femme. A chacun des moments de l'histoire, la place qu'elle a occupée dans la société a toujours indiqué l'exacte mesure de ses droits à cette époque. Avec l'évolution de la société, les droits de la femme se sont constamment étendus, et c'est justement la tâche de celles qui revendiquent l'égalité politique de démontrer que l'on doit maintenant élargir le cercle pour inclure ce « droit », car la position actuelle de la femme dans la société lui donne les moyens de faire respecter cette revendication. Pour satisfaire le scientifique, il devrait être montré que cette nouvelle position ou ce nouveau pouvoir de la femme est en total adéquation avec le progrès historique de l'homme. Toute la question des droits et de l'égalité, politique ou autre, émerge lorsque, dans la lutte pour le pouvoir, les races[2] individuellement faibles de ce monde mettent en commun leurs forces pour se montrer plus futées que celles qui sont individuellement fortes, et ce faisant donnent naissance à la société. Cependant, pour obtenir le pouvoir résultant des efforts communs, la réussite individuelle doit, dans une certaine mesure, être restreinte – mais jusqu'à quel point et jusqu'à quelles extrémités, cette question a éternellement fait l'objet de débats. Chaque époque a rendu là-dessus son propre jugement, et l'examen de ceux-ci révèle que les nations qui sont parvenues le plus près de l'idéal du pouvoir selon la nature sont celles qui, tout en consolidant leurs intérêts matériels et spirituels, ont en même temps accordé le plus de liberté possible aux individus, la liberté individuelle étant ici synonyme d'égalité.

Chaque nouvelle définition des droits, chaque nouvelle égalisation des pouvoirs a été achetée avec le sang des plus braves et des meilleurs ; achetée par le sacrifice de ceux qui ont escaladé le mont Pisgah[3] sans jamais entrer dans la Terre promise. Les changements dans les conditions matérielles de la société ont rendu ces questions inévitables. Le système féodal par lequel l'Europe a fait son pain et son beurre, ayant atteint ce point de développement où le Titan en dessous ne peut plus supporter sa charge, s'est effondré entraînant avec lui les institutions monarchiques, tel un iceberg trop lourd du haut. De cet accouchement amer sont nés le droit au suffrage (pour les hommes) et le gouvernement représentatif. La position de la femme ne fut pas tellement affectée par ce renversement. Mais maintenant le fils de Féodalisme, Capitalisme, piétine de ses gros sabots le cœur de la femme et en fait jaillir le sang, elle qui n'est plus la reine du foyer, mais plutôt l'outil qui procure de nouveaux profits. La femme doit devenir indépendante, qu'elle le veuille ou non. Les salaires baissent, les hommes ne peuvent plus pourvoir aux besoins de leur famille et les femmes doivent travailler ou endurer la famine. Que cela arrive. Elle n'est plus l'animal protégé ; elle devient un individu. Elle souffre et rêve de « droits ». Elle revendique d'autres égards, que ceux rattachés à l'état d'épouse, de mère, de sœur, de fille ; elle se tient seule, elle a reconnu sa force et de cette puissance se nourrissent ses revendications d'égalité. Elle l'achète de la sueur de son labeur non payé, de la chair émaciée de ses doigts, du sang versé sur la scène de ses combats méconnus, tout du long de son épuisant voyage à travers les étendues sauvages. Lorsqu'elle aura assez jeûné, assez saigné, elle aussi, pourra escalader le mont Pisgah. Et celles qui suivront hériteront de la victoire.

Voltairine de Cleyre

[1] On a récemment établi que ce texte, signé M.W (pour Mary Wollstonecraft) était de Voltairine de Cleyre. Il est paru dans The Conservator, un journal de Philadelphie, en juillet 1894. Il est traduit par Marco Silvestro et Anna Kruzinsky, qui ont également établi les notes de bas de page.
[2] Voltairine écrit : « when, […], the individually weak races of the world pooled their strenght to outwit the individually strong […] ». C'est, exprimé dans son langage, le rapport dominé-dominant fondateur de l'histoire, c'est-à-dire la lutte des classes.
[3] Allusion à la montagne d'où Moïse aperçut pour la première fois la Terre promise, aussi connue comme mont Nebo (Dt 3,17.27 ; 4,49 ; Js 12,3 ; 13,20). Moïse fut condamné par Yahvé à y demeurer pendant que les juifs entraient en Terre promise. Pisgah peut signifier « sommet » ou « place haute » en hébreu.
Bibliothèque anarchiste

Callac est une bataille gagnée par l'extrême droite

Le projet Horizon consistait, à l'origine, en l'accueil et la prise en charge de réfugiés, tout en menant des projets de revitalisation dans la commune. La municipalité de Callac (Côtes-d'Armor) a décidé d'abandonner le projet Horizon qui prévoyait d'accueillir une quinzaine de familles de réfugiés sur 10 ans afin de redynamiser la commune en évitant les fermetures de classes, en obtenant des subventions qui auraient profité aux commerçants et à la population en général.

Le projet n'aboutira donc pas. Dans les Côtes-d'Armor, des élus soutenant l'installation de réfugiés ont été menacés de mort ou de viol, taxés d'« immigrationnistes » ou d'organisateurs du « grand remplacement » par des militants d'extrême droite, notamment ceux de Reconquête, le parti d'Eric Zemmour dont les connaissances historiques ne sont pas son point fort. Lundi 9 janvier, le maire a annoncé l'abandon du projet Horizon à ses conseillers municipaux. Alors que la Bretagne a vu sa population émigrer à plusieurs reprises, notamment à la fin du XIXème siècle et après la Seconde Guerre mondiale, faute de travail, c'est un pays qui connaît donc bien le problème de l'immigration. C'est aussi un pays qui a toujours prôné l'hospitalité et pour cause. La Bretagne a accueilli de nombreux réfugiés espagnols dont nombre d'anarchistes après la défaite face aux franquistes en 1939.

Depuis des mois, la situation était devenue très compliquée à Callac. Deux grosses manifestations ont eu lieu, en septembre et novembre 2022, des tags ont été réalisés sur des bâtiments de la commune et les élus ont été menacés. On reconnaît bien là les méthodes violentes de l'extrême droite. Le maire de Callac, Jean-Yves Rolland, a donc pris la décision de dire stop au projet : « J'assume la décision d'arrêter […] À un moment, il faut trancher ».

Dans un communiqué, le Fonds de dotation qui devait subventionner le projet dit regretter la décision prise par le maire et des élus de Callac : « Le Fonds de dotation Merci dénonce la campagne de désinformation, de groupes et de médias d'extrême-droite visant à diviser la population et à déstabiliser le Conseil municipal. Cette campagne nauséabonde aux relents racistes et antisémites est fondée sur des méthodes de harcèlement et d'intimidation, y compris des menaces de mort, ciblant le maire et plusieurs conseillers municipaux – jusque dans leur vie privée. » Toujours les vieilles méthodes fascistes.

Aujourd'hui, les Callacois sont divisés après l'annonce faite par la mairie d'abandonner le projet Horizon (Rien à voir avec le mouvement d'Edouard Philippe). Certains se disent cependant satisfaits d'avoir retrouvé quiétude et sérénité. Mais ce qu'il faut retenir, c'est que les mouvements d'extrême droite sont capables de mobiliser et utilisent leurs habituelles méthodes de désinformation en jouant sur la peur des gens, en usant de toutes sortes d'amalgames. Après le passage des ténors de l'extrême droite, la commune de Callac se retrouve divisée et complètement clivée. De ville d'hospitalité, elle se retrouve au cœur d'une querelle idéologique laissant l'humain derrière. Les Gilbert Collard et autres thuriféraires de l'extrême droite tiennent des discours incendiaires puis s'en vont une fois qu'ils ont monté les habitants de Callac les uns contre les autres. C'est le visage qu'il faudra retenir de ces politiciens : des promoteurs de division et une incapacité à l'entraide.

Mettre le bazar dans une commune rurale de 2 200 habitants, ce n'est pas très compliqué quand on fait appel au ban et à l'arrière ban de l'extrême droite. Faire venir des militants d'Angers bien connus pour leurs propos nauséabonds et un tantinet réactionnaires indique que les opposants au projet Horizon ont ratissé large. Les menaces fascistes reçues par les élus et certains militants sont intolérables. Le problème, c'est qu'en gagnant à Callac, cela va leur donner des ailes.

Après l'attaque du Capitole aux Etats-Unis par des trumpistes, la tentative de renversement de la République fédérale d'Allemagne en décembre 2021, l'attaque des bolsonaristes à Brasilia…Nous constatons que l'extrême droite a le vent en poupe un peu partout dans le monde et qu'elle est toujours violente. Cette extrême-droite est aussi présente en France ; elle a gagné à Callac. Si nous ne l'arrêtons pas bientôt, l'avenir va devenir sombre pour les libertaires et tous les antifascistes.

La possibilité d'une prise de pouvoir par l'extrême droite n'est pas une vue de l'esprit mais une possibilité, en France aussi. L'histoire nous en donne plusieurs exemples. Le renversement de la deuxième République le 2 décembre 1851 par Louis-Napoléon en est un. Le boulangisme combattu par les anarchistes à la fin du XIXème siècle, la manifestation du 6 février 1934 où la police se fit très discrète contrairement à l'armée qui a stoppé l'émeute, sont d'autres exemples. Même De Gaulle en 1958 !

Aucun pays n'est à l'abri. Pinochet en 1973 a bien renversé Allende au Chili. Le colonel Tejero, nostalgique du franquisme, a voulu faire son coup d'Etat en Espagne en février 1981…

Quand les « démocrates » s'attaquent aux avantages acquis et mènent des réformes impopulaires (retraites…), c'est l'extrême droite qui en retire les marrons du feu. Qu'on se le dise et qu'on agisse en conséquence.

Sterenn (56)

L'entraide est le principe de base de l'anarchisme

« Si l'on considère que c'est l'entraide, la coopération sociale, la participation citoyenne, l'hospitalité ou même simplement le souci de l'autre qui font la civilisation, alors son histoire reste presque intégralement à écrire. » David Graeber

L'entraide est le principe de base de l'anarchisme et la manière fondamentale dont les anarchistes différencient leur vision du capitalisme et de l'État.

En bref, nous croyons que l'humanité peut mieux satisfaire ses besoins et ses désirs par la coopération que par la compétition. En fait, les anarchistes soutiennent presque depuis le début du mouvement que la vision brutale et darwinienne du progrès humain par la concurrence est fausse, et que l'entraide est absolument essentielle à toute vie sur Terre depuis le début (voir le classique de Piotr Kropotkine : « L'entraide : un facteur d'évolution »).

Ce n'est pas parce que nous vivons dans une société capitaliste que l'entraide est un concept étranger ou inconnu. On le pratique tout le temps : quand on partage des biens avec des gens qui en ont plus besoin que nous, quand on débat de nos différences au lieu de recourir à la force ou d'en appeler aux autorités, quand on fait grève et qu'on partage nos ressources pour surmonter une période difficile. L'entraide sauve des vies; elle redonne leur dignité aux personnes acculées par un système de « marché libre » qui masque une réalité impitoyablement raciste, sexiste, violente et destructrice pour l'environnement ; et nous offre la vision d'un avenir prometteur de liberté et d'égalité.

Le mouvement Black Power a une riche histoire d'entraide en action. Le Black Panther Party en est peut-être le meilleur exemple. Avec ses petits déjeuners gratuits pour les filles et ses programmes communautaires d'autodéfense qui ont débuté à la fin des années 1960. Finalement, le BPP a élargi ses «programmes de survie» gratuits pour inclure la distribution de vêtements, les premiers soins et les cliniques médicales, les cours d'économie et de politique, et bien plus encore.

La beauté de l'entraide réside dans le fait que nous pouvons la pratiquer de nombreuses manières, aspects et formes différents et vitaux dans nos vies. Voici cinq domaines de la vie quotidienne où nous pouvons pratiquer l'auto-assistance tout le temps, même si nous ne le savons pas.

1. Partager les ressources

S'impliquer dans la réduction des déchets et la redistribution des actifs sont d'excellents moyens de commencer à participer à des projets d'entraide. Beaucoup d'entre nous ont plus que ce dont nous aurons jamais besoin, tandis que d'autres ont du mal à obtenir même les articles les plus élémentaires nécessaires pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Des projets comme Food Not Bombs , les garde-manger et les cuisines communautaires sont souvent en première ligne pour cuisiner et partager des aliments qui, autrement, iraient directement à la poubelle. Ateliers d'outils communautaires, événements d'échange de semences et marchés vraiment libres. Ce sont aussi des exemples d'entraide en action où des ressources utiles sont mises à la disposition de ceux qui en ont besoin. Si l'un de ces projets existe dans votre communauté, il accueillera presque toujours une paire de mains supplémentaire.

2. Réponse aux catastrophes

Le capitalisme est lui-même un désastre pour beaucoup de choses. Les catastrophes causées par le changement climatique, les « accidents » industriels et les crimes issus de la corruption politique (par exemple le fameux empoisonnement de l'eau potable à Flint, Michigan) affectent chaque année un nombre croissant de communautés et d'écosystèmes. La réponse aux catastrophes par les gouvernements et les grandes ONG est souvent inadéquate et fortement biaisée par le racisme et le classisme. Réseaux d'aide mutuelle en cas de catastrophe sont apparus comme des alternatives très efficaces, avec des guides rapides locaux pour fournir un sauvetage et une évacuation rapides, des informations sur les points de restauration, la distribution de fournitures d'urgence et des réseaux d'abris d'urgence sûrs pour les personnes sans papiers et d'autres qui pourraient trouver les abris gouvernementaux dangereux ou par accident. Si votre région n'a pas déjà son propre groupe d'intervention en cas de catastrophe d'entraide, il existe de nombreuses ressources en ligne pour en créer un.

3. Partager les compétences

Avez-vous de l'expérience ou des compétences que d'autres personnes peuvent acquérir ? Les ateliers communautaires, les guides pratiques et les vidéos en ligne sont d'excellents moyens de partager des compétences dans l'esprit de l'entraide. Autodéfense, connaissance de l'écologie locale, savoir-faire ancestraux, méthodes de guérison, médecine d'urgence, artisanat, réparation de vélos et de voitures, construction et menuiserie… le potentiel de partage des compétences est infini. Les ateliers en présentiel sont une forme d'entraide particulièrement puissante car ils facilitent les liens avec la communauté et créent de nouveaux espaces pour le développement de relations et de projets locaux. Des guides pratiques sous

forme de magazines imprimés et numériques sont édités.

4. Plaidoyer communautaire

Les groupes haineux changeant constamment de cibles, il y a toujours un besoin pour une réponse communautaire intelligente, agile et organisée aux menaces virtuelles et physiques posées par ces groupes, y compris la violence sanctionnée par l'État et perpétrée par la police. Avec l'augmentation des agressions en ligne et physiques de la part des nationalistes blancs et des néo-fascistes, nous pouvons soutenir les membres à risque de nos communautés de diverses manières. Cela va de la création de maisons et d'espaces sûrs à la formation de groupes d'autodéfense bien formés et de réseaux de surveillance de la police, de mesures de sécurité anti-doxxing, une assistance juridique et des systèmes de communication qui partagent des informations sur l'emplacement et les activités des groupes haineux. La façon dont une communauté réagit à la haine et à la violence doit être façonnée par la situation unique vécue par la communauté ; le processus doit toujours centrer les voix des marginalisés.

5. Assistance juridique

Les États-Unis sont la plus grande société carcérale au monde ; s'opposer au complexe carcéral-industriel et soutenir les membres de la communauté confrontés à la persécution de l'État est un point central important de l'organisation et de la lutte collective. Avec une fréquence malheureuse, nous voyons des individus et des groupes radicaux attaqués par l'État, qui utilise les tribunaux et le système carcéral comme une arme. Le système judiciaire perturbe la vie des gens et a un impact énorme sur les familles et les proches. L'entraide sous forme d'assistance juridique peut signifier aller en justice en signe de solidarité avec ceux avec qui un statut est établi ; aider à trouver la bonne représentation légale; soutenir les proches de ceux qui vont être jugés ou sont déjà en prison. S'occuper d'enfants; collecter des fonds pour les frais de justice; et établir des réseaux de soutien dans les prisons qui peuvent soutenir le travail à long terme. Les fonds d'obligations communautaires sont un type de projet d'entraide qui surgit de plus en plus à travers le pays pour payer des bons aux personnes accusées de crimes. Des fonds renouvelables soutiennent les individus et les communautés touchés par la violence structurelle et incapables de payer eux-mêmes les tribunaux. S'engager dans le plaidoyer juridique peut également impliquer l'augmentation des campagnes dans les médias grand public pour amplifier le récit et la situation des accusés/détenus. Bref populariser leur lutte.

Anarchisme et humanisme libertaire

Le drame, pour celui qui ne croit plus pouvoir se réclamer de l'anarchisme tout en restant fidèle aux thèses essentielles de la philosophie libertaire, vient du décalage existant entre cette philosophie et le mouvement qui s'en réclame. Nous croyons toujours que les idées et la pensée élaborées par Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Elisée Reclus, Tolstoï et les écrivains qui se sont inspirés d'eux ou ont ajouté leur apport à l'œuvre de ces hommes éminents demeurent valables. Nous croyons que Rocker, Malatesta, Luigi Fabbri, Ricardo Mella peuvent toujours être lus avec fruit. Mais nous disons que ce qui se trouve dans les livres de ces penseurs et sociologues n'a rien à voir avec ce qui, pratiquement, historiquement, s'est, la plupart du temps, réclamé de l'anarchisme.

Considéré dans son ensemble, le mouvement anarchiste apparaît comme l'opposé de la pensée de ses grands fondateurs. Alors que celle-ci était une vision universelle de l'histoire progressive de l'humanité, et constituait un vaste humanisme qui aurait dû encore être élargi et approfondi, le mouvement anarchiste apparaît, en France, en Italie, en Allemagne, en Russie, en Amérique du Sud, comme un ensemble de chapelles et de petites sectes, toutes dressées les unes contre les autres, chacune spécialisée dans une activité restreinte à laquelle elle donne une importance exclusive. Au lieu d'une interprétation des grandes lois de la civilisation prise comme un tout dans son effort libre et libérateur, et du développement actuel auquel on devait appeler les hommes dans une communauté d'effort solidaire vers une société fraternelle et universelle (ce qui, par exemple, correspond à l'esprit de livres comme L'Entraide ou L'Homme et la Terre), on a divisé et morcelé tout ce qui se réclamait de l'anarchisme, on a dissocié les hommes en tendances antagoniques dans un même courant d'idées, et ces habitudes de division qui en sont résultées caractérisent ce qui s'appelle l'anarchisme, pratiquement vécu.

On y a ajouté toutes ces petites visions étriquées des choses, qui faisaient que ceux qui voulaient changer la société se comportaient en ennemis de ceux qui voulaient le faire par la révolution sociale, que ceux qui voyaient

dans le néo-malthusianisme un remède principal au mal social étaient ennemis des autres tendances. Il en est résulté une décadence de la pensée, de la compréhension des problèmes sociaux et de l'évolution de ces problèmes, ainsi que de l'apparition des problèmes nouveaux que posait l'évolution des structures sociales.

Et ceux qui se sont efforcés, pendant des décennies, de contrecarrer cet appauvrissement, et toutes les déviations que nous préférons ne pas énumérer, se sont vus impuissants à empêcher, d'une part, l'oubli de l'éthique supérieure qui caractérisait la pensée libertaire, d'autre part, l'oubli des conceptions sociales de caractère général qui caractérisaient la pensée des fondateurs. Les terroristes du verbe, les démagogues de tout poil, les ignorants prétentieux, les étoiles filantes dont l'histoire de l'anarchisme-mouvement est pleine, se sont imposés.

Cela et la prédisposition hostile de l'opinion publique contre un mot qui n'aurait jamais dû être employé pour désigner une conception harmonieuse de la vie et de la société a créé des barrières que nous n'avons pas pu éliminer et qui, étant donné le carcan des traditions sclérosées et le manque de discipline intellectuelle, et souvent morale, ne peuvent pas l'être.

Nous restons donc fidèles au principe de l'organisation de la société sur la base de l'autodirection des organisations gestionnaires de la vie sociale. L'humanisme libertaire n'est pas opposé aux enseignements des penseurs que nous avons cités. Au contraire, il les recueille, et s'efforce d'en élargir les bases et la portée. Et dans les travaux que nous projetons, nous espérons, nous avons conscience d'être les dignes continuateurs de ceux qui ont formulé le socialisme antiétatiste, antiautoritaire et libertaire. Mais aussi nous tenons et tiendrons compte, quoi qu'on puisse en dire, d'une longue expérience que nous connaissons à fond, et de la nécessité d'une création constante tant dans l'ordre intellectuel et moral que dans celui de l'activité pratique.

Cahiers de l'Humanisme libertaire (Août-septembre 1963)

Des critiques étaient adressées à l'époque au journal de Gaston Leval: « Mais il semble bien que le rôle de ce journal ne doit pas s'arrêter là ; il doit pénétrer dans les masses populaires pour y apporter la connaissance et la lumière dont la plupart des gens qui vivent autour de nous ont tant besoin ; ceci aussi bien pour eux-mêmes que pour nous, car, enfin, ce qui nous paraît le plus tragique dans le monde d'aujourd'hui, c'est cette absence de goût pour la recherche, l'analyse, la réflexion, l'approfondissement, la remise en question. Ce manque d'échanges, de contact, de dialogue, porte inévitablement préjudice au développement des qualités humaines de chacun, mais encore et surtout au progrès de la pensée humaniste ; le grand retard qu'elle a sur le progrès de la technique risque de s'aggraver un peu plus chaque jour. »

La situation a-t-elle vraiment évolué depuis 60 ans, sur le plan organisationnel ? Nos journaux pénètrent-ils les masses ? Non, c'est un constat d'échec pour l'anarchisme organisé. C'est aussi un constat d'échec pour les organisations d'extrême gauche qui ont choisi la voie électorale. Par contre, les idées libertaires fleurissent de plus en plus ; les tables de presse sont de plus en plus garnies de livres anarchistes. Nous pensons, comme d'autres, que la place de l'écologie est cruciale aujourd'hui. C'est par ce biais que nos idées et pratiques vont se développer. Il ne suffit pas de faire perdurer des idées pour le plaisir mais il faut qu'elles soient utiles au plus grand nombre.

Ti Wi (GLJD)

Politiciens: les petits marquis de la politique

Au premier janvier 2023, le Smic sera revalorisé de 1,8% et s'élèvera à 1353 euros net. Pas de quoi pavoiser car avec cette somme, on ne va pas loin. Par effet de seuil, les bas salaires qui n'ont eu aucune augmentation se retrouveront dans les rangs des Smicards, ce qui tendra un peu plus à jeter les travailleurs les moins fortunés dans les bras du R.N.

Le gouvernement, bien qu'il s'en défende, fait tout ce qu'il faut pour s'aliéner les salariés. Il prépare ainsi le lit de l'extrême droite. La future réforme des retraites en ajoutera une couche.

Que dire de Christine Lagarde qui agite l'épouvantail de la spirale salaires-inflation ? Pour l'instant, c'est une fiction car le pouvoir d'achat des travailleurs décroche de plus en plus. Et en France, le début de l'année sera terrible pour les plus démunis. Même si la progression des salaires atteint 4,5% en 2022, c'est une moyenne, avec de gros écarts salariaux entre les travailleurs du nettoyage par exemple et ceux de secteurs qui ont une capacité à bloquer l'économie donc à peser dans les négociations salariales. Que valent ces 4,5% face à une inflation de 8,4% ? Surtout avec une inflation à deux chiffres pour les dépenses alimentaires. Sans compter les coûts de l'énergie et du carburant.

Mais sérieusement, combien gagne Christine Lagarde ? Ce sont toujours ceux qui gagnent le plus qui demandent aux autres de se serrer la ceinture.

Cette pseudo-spirale sert à faire peur et surtout elle permet au patronat d'engranger davantage de fric. La perte moyenne de pouvoir d'achat tourne autour de 2,5% en France avec une perte supérieure pour les petits salaires. Le patron du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux fait le constat que dans les grandes entreprises, des hausses de salaires sont substantielles alors que les travailleurs des TPE et PME ont des augmentations à la portion congrue. Les patrons appellent à la responsabilité des salariés : sous-entendu à la paix sociale. Le pays qui a la perte de pouvoir d'achat la plus importante en Europe est l'Italie. Résultat, c'est Méloni qui est au pouvoir. Parallèlement, l'ultra-droite refait surface partout en Europe. Et elle a le vent en poupe.

Les salaires sont un problème ; les hébergements d'urgence aussi. Des milliers de personnes dont des centaines d'enfants sont sans solution de logement car le 115 ne peut plus répondre et les places d' d'hébergement manquent. Sans solution, c'est la rue. Et les températures à la mi-décembre étaient plutôt glaciales ; et l'hiver commence. A cette situation dramatique vient se greffer le problème des urgences, notamment pédiatriques. Les urgences sont saturées. Il y a un manque criant de pédiatres mais aussi de médecins de ville (20% des Havrais n'ont pas de médecin référent). On ne parle même pas des dermatologues et autres spécialistes qui nécessitent des mois d'attente pour obtenir un rendez-vous, quand vous en obtenez un. Qui a permis et orchestré une telle dégradation de l'hôpital et des services de soin en ville (et à la campagne). Qui casse les services publics ?

Dans ces situations dramatiques, les femmes se trouvent en première ligne, notamment les migrantes (viols…). Sur un an, les violences conjugales ont augmenté de 21% selon la police. On pourrait multiplier ce chiffre car seul un quart des victimes de violences conjugales porte plainte. On ne parle pas des plaintes qui sont traitées par-dessus la jambe par certains policiers, sans compter qu'une fois la plainte déposée, les femmes se retrouvent seules…sans protection, à la merci d'une récidive voir d'un féminicide.

Alors les petits marquis de la politique qui donnent des leçons d'économie, de morale et autres feraient bien parfois de se taire et d'éviter de se regarder le nombril.

Et les travailleurs feraient bien aussi d'agir au lieu d'élire.

Patoche (GLJD)

Sectes religieuses et pouvoir politique

Les protestations en Amérique latine se multiplient dans un contexte très complexe. Les crises économiques chroniques et la corruption de divers gouvernements « de gauche » ont ouvert la voie aux victoires électorales de l'extrême droite. Mais la bourgeoisie ne se contente pas du pouvoir économique et politique, le capitalisme rapace veut aussi contrôler les cœurs et les esprits.

Pour continuer à exploiter les travailleurs en Amérique latine, ils ont promu des sectes évangéliques. Ils ont besoin de gens qui respectent l'autorité. Des gens qui travaillent sans se rebeller, qui commencent la journée en disant une prière pour être reconnaissants d'être en vie et d'avoir un travail. Ils promeuvent le conformisme, pour assurer l'exploitation ; une autre période de « stabilité » de six ans, tandis que la presse rapporte avec force détails, meurtres, féminicides, répression, massacres, vols, extorsions, etc. Pour semer la peur et la terreur, pour que les gens demandent la « sécurité », et payent plus de policiers, plus de caméras de surveillance et pour légaliser l'armée dans les rues.

Mais pour affiner la stratégie de contrôle de masse, par la violence et la peur, ils ont forgé de nouvelles alliances entre l'extrême droite et la bourgeoisie. Ils ont promu des politiciens partageant les mêmes idées : aux États-Unis, les évangéliques pentecôtistes de « la ceinture biblique » avec Donald Trump. Selon un rapport du journal Washington Post, 61% des pasteurs évangéliques aux États-Unis ont exprimé leur intention de voter pour Trump lors des élections de 2016 (appelant leurs partisans à faire de même).

En Bolivie, la putschiste Jeanine Áñez a remis « la Bible au Palais national ». Dans son alliance avec l'armée et les évangéliques, un catholique était la charnière : Luis Fernando Camacho. Cette élite putschiste qui se qualifie de « gouvernement moral » a massacré le peuple indigène Aymara dans ses protestations. Et ils croient vraiment que les indigènes ont des religions sataniques ou païennes, tombant dans un racisme fanatique partagé par de nombreux chrétiens, puisque tous ceux qui sont différents d'eux, non seulement ne seront pas « sauvés » mais ils sont considérés comme sataniques.

Au Brésil, la secte « Stop Suffering » a fourni suffisamment de voix pour que le pire candidat raciste l'emporte ; Jair Bolsonaro. Même si ce dernier a enfin perdu face à Lula récemment. Mais Bolsonaro garde son aura et son pouvoir de nuisance.

Au Chili, Sebastián Piñera avec les Chrétiens du Renouveau National, en Argentine Mauricio Macri, un ennemi du péronisme, au Paraguay, Mario Abdo Benítez, fils du secrétaire particulier du dictateur Alfredo Stroessner, a

remporté la présidence, et le Colombien Iván Duque, a remporté parrainé par la droite Alvaro Uribe.

Et bien qu'ils n'aient pas remporté les présidences, en Colombie, en Équateur et au Costa Rica, ils ont une forte présence dans les Chambres et les postes de décision. Et au Salvador, les membres génocidaires de l'ARENA remportent une majorité parlementaire.

Mais même à partir de 3 gouvernements qui se disent « de gauche », la droite évangélique a réalisé une alliance surprenante. Au Mexique, le PSE, Confraternice et l'Église « La luz del Mundo » avec Andrés Manuel López Obrador, au Venezuela, les évangéliques soutiennent la Dictature de Maduro, au Nicaragua, avec le vice-président Rosario Murillo, les évangéliques ont présenté leur programme conservateur. En fait, ces gouvernements du verbiage de gauche et des politiques néolibérales ont montré en fait qu'ils exploitent et répriment tout comme la droite.

Désormais, la réaction est légale et légitime, comme Hitler lorsqu'il est arrivé deuxième à l'élection présidentielle allemande en 1932, avec 13,4 millions de voix.

Au total, dans les Amériques, les élections dans 14 pays ont renforcé l'extrême droite : États-Unis, Mexique, Panama, Guatemala, El Salvador, Argentine, Haïti, Honduras, Bolivie, Chili, Pérou, Costa Rica, Paraguay et Brésil. Même si aux Etats-Unis Biden a gagné face à Trump qui n'a pas reconnu sa défaite, ce dernier a renforcé l'extrême droite : suprémacistes blancs…

Selon le Pew Research Center, le principal centre de recherche sur les religions, de 1900 à 1960, les catholiques représentaient 94 % de la population d'Amérique latine.

Mais ce pourcentage a chuté de façon spectaculaire. En 1987, en Amérique latine, chaque heure, 400 catholiques en moyenne se rendaient dans les églises protestantes. Et en 2014, elle atteignait 19 % de la population contre 69 % des catholiques.

La croissance des chrétiens dans la population a également eu une croissance de leur pouvoir politique.

Dans le cas du Mexique, avec AMLO, le Parti de la rencontre sociale (PSE) a remporté 29 députés et cinq sénateurs. Arturo Farela et la Confédération nationale des églises chrétiennes évangéliques (Confraternice) ont obtenu des postes publics et réclament désormais des concessions de radio et de télévision, bien que la constitution l'interdise toujours. Ils veulent également entrer dans les hôpitaux, les prisons et les casernes militaires. Actuellement, ils font la promotion du « Moral Primer » d'AMLO.

La secte « La Lumière du Monde » a célébré l'anniversaire de son chef au Palacio de Bellas Artes, avec des responsables de MORENA lors de leur événement. La luz del mundo suppose avoir près d'un million et demi d'adeptes au Mexique, selon son propre site Web, c'est pourquoi ils aspirent à être la deuxième église avec le plus grand nombre d'adeptes au Mexique, après l'Église catholique. Mais selon l'INEGI (2010) ils ne comptent que 188 326 membres. Cette secte a toujours été une alliée du PRI, car après la guerre des Cristero, en 1926, le gouvernement a sympathisé avec une nouvelle église nationaliste. Sa devise : « De bons chrétiens pour le monde, mais aussi de bons citoyens pour notre patrie. C'était le début de son alliance avec le gouvernement traditionnellement conservateur de Jalisco.

Lors des dernières élections, ils ont conclu une alliance avec le Movimiento Ciudadano à Guadalajara, avec le Parti vert à Mexico et avec Morena à Puebla et Veracruz.

López Obrador est le président qui a le plus cité la Bible. Il a grandi dans l'Église adventiste. Dans la zone allant du sud de Veracruz à Campeche, l'Église catholique compte moins de 50% de croyants.

Au Mexique, il y a environ 30 millions d'évangéliques. Sur les 9 285 associations religieuses enregistrées à l'intérieur, plus de 5 500 appartiennent à l'univers évangélique, y compris les méthodistes, les baptistes, les pentecôtistes, les adventistes, les spiritualistes et les groupes bibliques. Les religieux font la courte échelle à l'extrême droite et favorisent sa croissance.

Par Miguel Leyva

Le compagnon Miguel aurait pu ajouter au passif religieux, la pédophilie dans l'église chilienne et chez les légionnaires du Christ au Mexique…et le rôle des narcos qui ont tellement d'argent qu'ils peuvent contrôler certains Etats et financer des politiciens en vue selon leurs intérêts. Car les narcos comme les maffieux connaissent très bien les ficelles du marché.

L'individu, la société et l'État

Emma Goldman est une anarchiste individualiste, née en Russie; à 16 ans, elle émigre aux Etats-Unis où elle passe 34 années de vie militante qui lui vaudront son surnom d'Emma – la – Rouge.

Pour Emma, « De toutes les théories sociales, l'Anarchie est la seule à proclamer que la société doit être au service de l'homme et non l'homme au service de la société. »

Individualiste, elle est aussi anarcho-syndicaliste, ce qui n'est pas incompatible; nous y reviendrons lors d'un prochain article à propos de la synthèse anarchiste… (Ti-Wi – GLJD)

L'individu, la société et l'État

Le doute règne dans l'esprit des hommes car notre civilisation tremble sur ses bases. Les institutions actuelles n'inspirent plus confiance et les gens intelligents comprennent que l'industrialisation capitaliste va à l'encontre des buts mêmes qu'elle est censée poursuivre.

Le monde ne sait comment s'en sortir. Le parlementarisme et la démocratie périclitent et certains croient trouver un salut en optant pour le fascisme ou d'autres formes de gouvernements « forts ».

Du combat idéologique mondial sortiront des solutions aux problèmes sociaux urgents qui se posent actuellement (crises économiques, chômage, guerre, désarmement, relations internationales, etc.). Or, c'est de ces solutions que dépendent le bien-être de l'individu et le destin de la société humaine.

L'État, le gouvernement avec ses fonctions et ses pouvoirs, devient ainsi le centre d'intérêt de l'homme qui réfléchit. Les développements politiques qui ont eu lieu dans toutes les nations civilisées nous amènent à nous poser ces questions : voulons-nous d'un gouvernement fort ?

Devons- nous préférer la démocratie et le parlementarisme ? Le fascisme, sous une forme ou sous une autre, la dictature qu'elle soit monarchique, bourgeoise ou prolétarienne offrent-ils des solutions aux maux ou aux difficultés qui assaillent notre société ?

En d'autres termes, parviendrons-nous à effacer les tares de la démocratie à l'aide d'un système encore plus démocrate, ou bien devrons-nous trancher le noeud gordien du gouvernement populaire par l'épée de la dictature ?

Ma réponse est : ni l'un ni l'autre. Je suis contre la dictature et le fascisme, je suis opposée aux régimes parlementaires et aux soi-disant démocraties politiques.

C'est avec raison qu'on a parlé du nazisme comme d'une attaque contre la civilisation. On pourrait dire la même chose de toutes les formes de dictature, d'oppression et de coercition. Car qu'est-ce que la civilisation ? Tout progrès a été essentiellement marqué par l'extension des libertés de l'individu au dépens de l'autorité extérieure tant en ce qui concerne son existence physique que politique ou économique. Dans le monde physique, l'homme a progressé jusqu'à maîtriser les forces de la nature et les utiliser à son propre profit. L'homme primitif accomplit ses premiers pas sur la route du progrès lorsqu'il parvient à faire jaillir le feu, triomphant ainsi de l'homme, à retenir le vent et à capter l'eau.

Quel rôle l'autorité ou le gouvernement ont-ils joué dans cet effort d'amélioration, d'invention et de découverte ? Aucun, ou plutôt aucun qui soit positif. C'est toujours l'individu qui accomplit le miracle, généralement en dépit des interdictions, des persécutions et de l'intervention de l'autorité, tant humaine que divine.

De même dans le domaine politique, le progrès consiste à s'éloigner de plus en plus de l'autorité du chef de tribu, de clan, du prince et du roi, du gouvernement et de l'État. Économiquement, le progrès signifie plus de bien-être pour un nombre sans cesse croissant. Et culturellement, il est le résultat de tout ce qui s'accomplit par ailleurs, indépendance politique, intellectuelle et psychique de plus en plus grande.

Dans ces perspectives, les problèmes de relation entre l'homme et l'État revêtent une signification tout à fait nouvelle. Il n'est plus question de savoir si la dictature est préférable à la démocratie, si le fascisme italien est supérieur ou non à l'hitlérisme. Une question beaucoup plus vitale se pose alors à nous : le gouvernement politique, l'État est-il profitable à l'humanité et quelle est son influence sur l'individu ?

L'individu est la véritable réalité de la vie, un univers en soi. Il n'existe pas en fonction de l'État, ou de cette abstraction qu'on appelle « société » ou « nation », et qui n'est autre qu'un rassemblement d'individus. L'homme a toujours été, est nécessairement la seule source, le seul moteur d'évolution et de progrès. La civilisation est le résultat d'un combat continuel de l'individu ou des groupements d'individus contre l'État et même — contre la « société », c'est-à-dire contre la majorité hypnotisée par l'État et soumise à son culte. Les plus grandes batailles que l'homme ait jamais livrées l'ont été contre des obstacles et des handicaps artificiels qu'il s'est lui-même imposés et qui para-

lysent son développement. La pensée humaine a toujours été faussée par les traditions, les coutumes, l'éducation trompeuse et inique, dispensées pour servir les intérêts de ceux qui détiennent le pouvoir et jouissent de privilèges ; autrement dit, par l'État et les classes possédantes. Ce conflit incessant a dominé l'histoire de l'humanité.

On peut dire que l'individualité, c'est la conscience de l'individu d'être ce qu'il est, et de vivre cette différence. C'est un aspect inhérent à tout être humain et un facteur de développement. L'État et les institutions sociales se font et se défont, tandis que l'individualité demeure et persiste. L'essence même de l'individualité, c'est l'expression, le sens de la dignité et de l'indépendance, voilà son terrain de prédilection. L'individualité, ce n'est pas cet ensemble de réflexes impersonnels et machinaux que l'État considère comme un « individu ». L'individu n'est pas seulement le résultat de l'hérédité et de l'environnement, de la cause et de l'effet. C'est cela, mais aussi beaucoup plus. L'homme vivant ne peut pas être défini ; il est source de toute vie et de toutes valeurs, il n'est pas une partie de ceci ou de cela ; c'est un tout, un tout individuel, un tout qui évolue et se développe, mais qui reste cependant un tout constant.

L'individualité ainsi décrite n'a rien de commun avec les diverses conceptions de l'individualisme et surtout pas avec celui que j'appellerai « individualisme de droite, à l'américaine », qui n'est qu'une tentative déguisée de contraindre et de vaincre l'individu dans sa singularité. Ce soi-disant individualisme, que suggère les formules comme « libre entreprise », « american way of life », arrivisme et société libérale, c'est le laisser-faire économique et social ; l'exploitation des masses par les classes dominantes avec l'aide de la fourberie légale ; la dégradation spirituelle et l'endoctrinement systématique de l'esprit servile, processus connu sous le nom « d'éducation ». Cette forme d' « individualisme » corrompu et vicié, véritable camisole de force de l'individualité, réduit la vie à une course dégradante aux biens matériels, au prestige social ; sa sagesse s'exprime en une phrase : « Chacun pour soi et maudit soit le dernier ».

Inévitablement, l' « individualisme » de droite débouche sur l'esclavage moderne, les distinctions sociales aberrantes et conduit des millions de gens à la soupe populaire. Cet « individualisme»-là, c'est celui des maîtres, tandis que le peuple est enrégimenté dans une caste d'esclaves pour servir une poignée de « surhommes » égocentriques. L'Amérique est, sans doute, le meilleur exemple de cette forme d'individualisme, au nom duquel tyrannie politique et oppression sociale sont élevées au rang de vertus : tandis que la moindre aspiration, la moindre tentative de vie plus libre et plus digne seront immédiatement mises au compte d'un anti-américanisme intolérable et condamnées, toujours au nom de ce même individualisme.

Il fut un temps où l'État n'existait pas. L'homme a vécu dans des conditions naturelles, sans État ni gouvernement organisé. Les gens étaient groupés en petites communautés de quelques familles, cultivant le sol et s'adonnant à l'art et à l'artisanat. L'individu, puis plus tard la famille, était la cellule de base de la vie sociale ; chacun était libre et l'égal de son voisin. La société humaine de cette époque n'était pas un État mais une association volontaire où chacun bénéficiait de la protection de tous. Les aînés et les membres les plus expérimentés du groupe en étaient les guides et les conseillers. Ils aidaient à régler les problèmes vitaux, ce qui ne signifie pas gouverner et dominer l'individu. Ce n'est que plus tard qu'on vit apparaître gouvernement politique et État, conséquences du désir des plus forts de prendre l'avantage sur les plus faibles, de quelques-uns contre le plus grand nombre.

L'État ecclésiastique, ou séculier, servit alors à donner une apparence de légalité et de droit aux torts causés par quelques-uns au plus grand nombre. Cette apparence de droit était le moyen le plus commode de gouverner le peuple, car un gouvernement ne peut exister sans le consentement du peuple, consentement véritable, tacite ou simulé. Le constitutionnalisme et la démocratie sont les formes modernes de ce consentement prétendu, inoculé par ce qu'on appelle « éducation », véritable endoctrinement public et privé.

Le peuple consent parce qu'on le persuade de la nécessité de l'autorité ; on lui inculque l'idée que l'homme est mauvais, virulent et trop incompétent pour savoir ce qui est bon pour lui. C'est l'idée fondamentale de tout gouvernement et de toute oppression. Dieu et l'État n'existent et ne sont soutenus que par cette doctrine.

Pourtant l'État n'est rien d'autre qu'un nom, une abstraction. Comme d'autres conceptions du même type, nation, race, humanité, il n'a pas de réalité organique. Appeler l'État un organisme est une tendance maladive à faire d'un mot un fétiche.

Le mot État désigne l'appareil législatif et administratif qui traite certaines affaires humaines, mal la plupart du temps. Il ne contient rien de sacré, de saint ou de mystérieux. L'État n'a pas de conscience, il n'est pas chargé d'une mission morale, pas plus que ne le serait une compagnie commerciale chargée d'exploiter une mine de charbon ou une ligne de chemin de fer.

L'État n'a pas plus de réalité que n'en ont les dieux ou les diables. Ce ne sont que des reflets, des créations de l'esprit humain, car l'homme, l'individu est la seule réalité. L'État n'est que l'ombre de l'homme, l'ombre de son obscurantisme, de son ignorance et de sa peur.

La vie commence et finit avec l'homme, l'individu. Sans lui, pas de race, pas d'humanité, pas d'État. Pas même de société. C'est l'individu qui vit, respire et souffre. Il se développe et progresse en luttant continuellement contre le fétichisme qu'il nourrit à l'égard de ses propres inventions et en particulier de l'État.

L'autorité religieuse a édifié la vie politique à l'image de celle de l'Église. L'autorité de l'État , les « droits » des gouvernants venaient d'en haut ; le pouvoir, comme la foi, était d'origine divine. Les philosophes écrivirent d'épais volumes prouvant la sainteté de l'État, allant parfois jusqu'à lui octroyer l'infaillibilité. Certains répandirent l'opinion démente que l'État est « suprahumain », suprême, que c'est la réalité suprême, « l'absolu ».

La recherche était un blasphème, la servitude la plus haute des vertus. Grâce à de tels principes, on en vint à considérer certaines idées comme des évidences sacrées, non que la vérité en eut été démontrée, mais parce qu'on les répétait sans cesse.

Les progrès de la civilisation sont essentiellement caractérisés par une mise en question du « divin » et du « mystère », du prétendu sacré et de la « vérité » éternelle, c'est l'élimination graduelle de l'abstrait auquel se substitue peu à peu le concret. Autrement dit, les faits prennent le pas sur l'imaginaire, le savoir sur l'ignorance, la lumière sur l'obscurité.

Le lent et difficile processus de libération de l'individu ne s'est pas accompli avec l'aide de l'État. Au contraire, c'est en menant un combat ininterrompu et sanglant que l'humanité a conquis le peu de liberté et d'indépendance dont elle dispose, arraché des mains des rois, des tsars et des gouvernements.

Le personnage héroïque de ce long Golgotha est celui de l'Homme. Seul ou uni à d'autres, c'est toujours l'individu qui souffre et combat les oppressions de toute sorte, les puissances qui l'asservissent et le dégradent.
Plus encore, l'esprit de l'homme, de l'individu, est le premier à se rebeller contre l'injustice et l'avilissement ; le premier à concevoir l'idée de résistance aux conditions dans lesquelles il se débat. L'individu est le générateur de la pensée libératrice, de même que de l'acte libérateur.

Et cela ne concerne pas seulement le combat politique, mais toute la gamme des efforts humains, en tout temps et sous tous les cieux. C'est toujours l'individu, l'homme avec sa puissance de caractère et sa volonté de liberté qui ouvre la voie du progrès humain et franchit les premiers pas vers un monde meilleur et plus libre ; en sciences, en philosophie, dans le domaine des arts comme dans celui de l'industrie, son génie s'élève vers des sommets, conçoit « l'impossible », matérialise son rêve et communique son enthousiasme à d'autres, qui s'engagent à leur tour dans la mêlée. Dans le domaine social, le prophète, le visionnaire, l'idéaliste qui rêve d'un monde selon son cœur, illumine la route des grandes réalisations.

L'État, le gouvernement, quels qu'en soient la forme, le caractère, qu'il soit autoritaire ou constitutionnel, monarchique ou républicain fasciste, nazi ou bolchevik, est de par sa nature même conservateur, statique, intolérant et opposé au changement. S'il évolue parfois positivement c'est que, soumis à des pressions suffisamment fortes, il est obligé d'opérer le changement qu'on lui impose, pacifiquement parfois, brutalement le plus souvent, c'est-à-dire par les moyens révolutionnaires. De plus, le conservatisme inhérent à l'autorité sous toutes ses formes devient inévitablement réactionnaire. Deux raisons à cela : la première c'est qu'il est naturel pour un gouvernement, non seulement de garder le pouvoir qu'il détient, mais aussi de le renforcer, de l'étendre et de le perpétuer à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières. Plus forte est l'autorité, plus grands l'État et ses pouvoirs, plus intolérable sera pour lui une autorité similaire ou un pouvoir politique parallèle. La psychologie gouvernementale impose une influence et un prestige en constante augmentation, nationalement et internationalement, et il saisira toutes les occasions pour les accroître. Les intérêts financiers et commerciaux soutenant le gouvernement qui les représente et les sert, motivent cette tendance. La raison d'être fondamentale de tous les gouvernements, sur laquelle les historiens des temps passés fermaient volontairement les yeux, est si évidente aujourd'hui que les professeurs eux-mêmes ne peuvent plus l'ignorer.

L'autre facteur, qui astreint les gouvernements à un conservatisme de plus en plus réactionnaire, est la méfiance inhérente qu'il porte à l'individu, la crainte de l'individualité. Notre système politique et social ne tolère pas l'individu avec son besoin constant d'innovation. C'est donc en état de « légitime défense » que le gouvernement opprime, persécute, punit et parfois tue l'individu, aidé en cela par toutes les institutions dont le but est de préserver l'ordre existant. Il a recours à toutes les formes de violence et il est soutenu par le sentiment « d'indignation morale » de la majorité contre l'hérétique, le dissident

social, le rebelle politique : cette majorité à qui on a inculqué depuis des siècles le culte de l'État, qu'on a élevée dans la discipline, l'obéissance et la soumission au respect de l'autorité, dont l'écho se fait entendre à la maison, à l'école, à l'église et dans la presse.

Le meilleur rempart de l'autorité, c'est l'uniformité : la plus petite divergence d'opinion devient alors le pire des crimes. La mécanisation à grande échelle de la société actuelle entraîne un surcroît d'uniformisation. On la trouve partout présente dans les habitudes, les goûts, le choix des vêtements les pensées, les idées. Mais c'est dans ce qu'on est convenu d'appeler « l'opinion publique » qu'on en trouve le concentré le plus affligeant. Bien peu ont le courage de s'y opposer. Celui qui refuse de s'y soumettre est aussitôt « bizarre, différent, suspect », fauteur de troubles au sein de l'univers stagnant et confortable de la vie moderne.

Plus encore sans doute que l'autorité constituée, c'est l'uniformité sociale qui accable l'individu. Le fait même qu'il soit « unique, différent » le sépare et le rend étranger à son pays et même à son foyer, — plus parfois que l'expatrié dont les vues coïncident généralement avec celles des « indigènes ». Pour un être humain sensible, il n'est pas suffisant de se trouver dans son pays d'origine, pour se sentir chez lui, en dépit de ce que cela suppose de traditions, d'impressions et de souvenirs d'enfance, toutes choses qui nous sont chères. Il est beaucoup plus essentiel de trouver une certaine atmosphère d'appartenance, d'avoir conscience de « faire corps » avec les gens et l'environnement, pour se sentir chez soi, qu'il s'agisse de relations familiales, de relations de voisinage ou bien de celles qu'on entretient dans la région plus vaste qu'on appelle communément son pays. L'individu capable de s'intéresser au monde entier, ne se sent jamais aussi isolé, aussi incapable de partager les sentiments de son entourage que lorsqu'il se trouve dans son pays d'origine.

Avant la guerre, l'individu avait tout au moins la possibilité d'échapper à l'accablement national et familial. Le monde semblait ouvert à ses recherches, à ses élans, à ses besoins. Aujourd'hui, le monde est une prison et la vie une peine de détention perpétuelle à purger dans la solitude. Cela est encore plus vrai depuis l'avènement de la dictature, celle de droite comme celle de gauche.

Friedrich Nietzsche qualifiait l'État de monstre froid. Comment qualifierait-il la bête hideuse cachée sous le manteau de la dictature moderne ? Non que l'État ait jamais alloué un bien grand champ d'action à l'individu ; mais, les champions de la nouvelle idéologie étatique ne lui accorde même plus le peu dont il disposait. « L'individu n'est rien », estiment-ils. Seule la collectivité compte. Ils ne veulent rien moins que la soumission totale de l'individu pour satisfaire l'appétit insatiable de leur nouveau dieu.

Curieusement, c'est au sein de l'intelligentsia britannique et américaine qu'on trouve les plus farouches avocats de la nouvelle cause. Pour le moment, les voilà entichés de la « dictature du prolétariat ». En théorie seulement, bien sûr. Car, en pratique, ils préfèrent encore bénéficier des quelques libertés qu'on leur accorde dans leur pays respectif. Ils vont en Russie pour de courtes visites, ou en tant que courtiers de la « révolution », mais ils se sentent tout de même plus en sûreté chez eux.

D'ailleurs, ce n'est peut-être pas seulement le manque de courage qui retient ces braves Britanniques et ces Américains dans leur propre pays. Ils sentent, peut-être inconsciemment, que l'individu reste le fait fondamental de toute association humaine et que, si opprimé et persécuté qu'il soit, c'est lui qui vaincra à la longue.

Le « génie de l'homme » qui n'est autre qu'une façon différente de qualifier la personnalité et son individualité, se fraie un chemin à travers le labyrinthe des doctrines, à travers les murs épais de la tradition et des coutumes, défiant les tabous, bravant l'autorité. affrontant l'outrage et l'échafaud — pour être parfois comme prophète et martyr par les générations suivantes. Sans ce « génie de l'homme », sans son individualité inhérente et inaltérable, nous en serions encore à parcourir les forêts primitives.

Pierre Kropotkine a montré les résultats fantastiques qu'on peut attendre lorsque cette force qu'est l'individualité humaine œuvre en coopération avec d'autres. Le grand savant et penseur anarchiste a pallié ainsi, biologiquement et sociologiquement, l'insuffisance de la théorie darwinienne sur le combat pour l'existence. Dans son ouvrage remarquable l'Entraide, Kropotkine montre que dans le règne animal aussi bien que dans la société humaine, la coopération — par opposition aux luttes intestines — œuvre dans le sens de la survivance et de l'évolution des espèces. Il démontre que, au contraire de l'État dévastateur et omnipotent, seules l'entraide et la coopération volontaire constituent les principes de base d'une vie libre fondée sur l'individu et l'association.

Pour le moment, l'individu n'est qu'un pion sur l'échiquier de la dictature et entre les mains des fanatiques de « l'individualisme à l'américaine ». Les premiers se cherchent une excuse dans le fait qu'ils sont à la poursuite d'un nouvel objectif. Les seconds ne prétendent même pas être des innovateurs. En fait, les zélateurs de cette « philosophie » réactionnaire n'ont rien appris et rien oublié. Ils se contentent de veiller à ce que survive l'idée d'un combat brutal pour l'existence, même si la nécessité de ce combat a complètement disparu. Il est évident qu'on perpétue celui-ci justement parce qu'il est inutile. La soi-disant surproduction n'en est-elle pas la preuve ? La crise économique mondiale n'est-elle pas l'éloquente démonstration que ce combat pour l'existence ne doit sa survie qu'à l'aveuglement des tenants du « chacun pour soi », au

risque d'assister à l'autodestruction du système.

L'une des caractéristiques insensées de cette situation, c'est l'absence de relation entre le producteur et l'objet produit. L'ouvrier moyen n'a aucun contact profond avec l'industrie qui l'emploie, il reste étranger au processus de production dont il n'est qu'un rouage. Et comme tel, il est remplaçable à tout moment par d'autres êtres humains tout aussi dépersonnalisés.

Le travailleur qui exerce une profession intellectuelle ou libérale, bien qu'il ait la vague impression d'être plus indépendant, n'est guère mieux loti. Lui non plus n'a pas eu grand choix, ni plus de possibilité de trouver sa propre voie dans sa branche d'activité, que son voisin le travailleur manuel. Ce sont généralement des considérations matérielles, un désir de prestige social qui déterminent l'orientation de l'intellectuel. Vient s'ajouter à cela la tendance à embrasser la carrière paternelle pour devenir instituteur, ingénieur, reprendre le cabinet d'avocat ou de médecin, etc. car la tradition familiale et la routine ne demandent ni gros efforts ni personnalité. En conséquence, la majorité des gens sont mal insérés dans le monde du travail. Les masses poursuivent péniblement leur route, sans chercher plus loin, d'abord parce que leurs facultés sont engourdies par une vie de travail et de routine ; et puis il leur faut bien gagner leur vie. On retrouve la même trame dans les cercles politiques, peut-être avec, plus de force. Il n'y est fait aucune place pour le libre choix, la pensée ou l'activité indépendante. On n'y rencontre que des marionnettes, tout juste bonnes à voter et à payer les contributions.

Les intérêts de l'État et ceux de l'individu sont fondamentalement antagonistes. L'État et les institutions politiques et économiques qu'il a instaurées ne peuvent survivre qu'en façonnant l'individu afin qu'ils servent leurs intérêts ; ils l'élèvent donc dans le respect de la loi et de l'ordre, lui enseignent l'obéissance, la soumission et la foi absolue dans la sagesse et la justice du gouvernement ; ils exigent avant tout le sacrifice total de l'individu lorsque l'État en a besoin, en cas de guerre par exemple. L'État juge ses intérêts supérieurs à ceux de la religion et de Dieu. Il punit jusque dans ses scrupules religieux ou moraux l'individu qui refuse de combattre son semblable parce qu'il n'y a pas d'individualité sans liberté et que la liberté est la plus grande menace qui puisse peser sur l'autorité.
Le combat que mène l'individu dans des conditions aussi défavorables — il en va souvent de sa vie — est d'autant plus difficile qu'il ne s'agit pas, pour ses adversaires, de savoir s'il a tort ou raison. Ce n'est ni la valeur ni l'utilité de sa pensée ou de son action qui dresse contre lui les forces de l'État et de « l'opinion publique ». Les persécutions contre l'innovateur, le dissident, le protestataire, ont toujours été causées par la crainte que l'infaillibilité de l'autorité constituée ne soit mise en question et son pouvoir, sapé.

L'homme ne connaîtra la véritable liberté, individuelle et collective, que lorsqu'il s'affranchira de l'autorité et de sa foi en elle. L'évolution humaine n'est qu'un pénible cheminement dans cette direction. Le développement, ce n'est en soi ni l'invention ni la technique. Rouler à 150 Km à l'heure n'est pas un signe de civilisation. C'est à l'individu, véritable étalon social, que se mesure notre degré de civilisation ; à ses facultés individuelles, à ses possibilités d'être librement ce qu'il est ; de se développer et de progresser sans intervention de l'autorité coercitive et omniprésente.

Socialement parlant, la civilisation et la culture se mesurent au degré de liberté et aux possibilités économiques dont jouit l'individu ; à l'unité et à la coopération sociale et internationale, sans restriction légale ni autre obstacle artificiel ; à l'absence de castes privilégiées ; à une volonté de liberté et de dignité humaine ; en bref, le critère de civilisation, c'est le degré d'émancipation réelle de l'individu.

L'absolutisme politique a été aboli parce que l'homme s'est aperçu, au cours des siècles, que le pouvoir absolu est un mal destructeur. Mais il en va de même de tous les pouvoirs, que ce soit celui des privilèges, de l'argent, du prêtre, du politicien ou de la soi-disant démocratie. Peu importe le caractère spécifique de la coercition s'il revêt la couleur noire du fascisme, le jaune du nazisme ou le rouge prétentieux du bolchevisme. Le pouvoir corrompt et dégrade aussi bien le maître que l'esclave, que ce pouvoir soit aux mains de l'autocrate, du parlement ou du soviet. Mais le pouvoir d'une classe est plus pernicieux encore que celui du dictateur, et rien n'est plus terrible que la tyrannie de la majorité.

Au cours du long processus historique, l'homme a appris que la division et la lutte mènent à la destruction et que l'unité et la coopération font progresser sa cause, multiplient ses forces et favorisent son bien-être. L'esprit gouvernemental travaille depuis toujours à l'encontre de l'application sociale de cette leçon fondamentale, sauf lorsque l'État y trouve son intérêt. Les principes conservateurs et antisociaux de l'État et de la classe privilégiée qui le soutient, sont responsables de tous les conflits qui dressent les hommes les uns contre les autres. Ils sont de plus en plus nombreux ceux qui commencent à voir clair, sous la surface de l'ordre établi. L'individu se laisse moins aveugler par le clinquant des principes étatiques et les « bienfaits » de « l'individualisme » préconisé par les sociétés dites libérales. Il s'efforce d'atteindre les perspectives plus amples des relations humaines que seule procure la liberté. Car la véritable liberté n'est pas un simple chiffon de papier intitulé « constitution, droit légal ou loi ». Ce n'est pas non plus une abstraction dérivée de cette autre irréalité appelée « État ». Ce n'est pas l'acte négatif d'être libéré de quelque chose ; car cette liberté-là n'est que la liberté de mourir de faim. La vraie liberté est positive ;

c'est la liberté vers quelque chose, la liberté d'être, de faire et les moyens donnés pour cela.

II ne peut alors s'agir d'un don, mais d'un droit naturel de l'homme, de tous les êtres humains.

Ce droit ne peut être accordé ou conféré par aucune loi, aucun gouvernement. Le besoin, le désir ardent s'en fait sentir chez tous les individus. La désobéissance à toutes les formes de coercition en est l'expression instinctive. Rébellion et révolution sont des tentatives plus ou moins conscientes pour se l'octroyer. Ces manifestations individuelles et sociales sont les expressions fondamentales des valeurs humaines. Pour nourrir ces valeurs, la communauté doit comprendre que son appui le plus solide, le plus durable, c'est l'individu. Dans le domaine religieux comme dans le domaine politique, on parle d'abstractions tout en croyant qu'il s'agit de réalités. Mais quand on en vient vraiment à traiter de choses concrètes, il semble que la plupart des gens soient incapables d'y trouver un intérêt vital. C'est peut-être que la réalité est par trop terre-à-terre, trop froide pour éveiller l'âme humaine. Seuls les sujets différents, peu ordinaires, soulèvent l'enthousiasme. Autrement dit, l'Idéal qui fait jaillir l'étincelle de l'imagination et du cœur humain. Il faut quelque idéal pour sortir l'homme de l'inertie et de la monotonie de son existence et transformer le vil esclave en personnage héroïque.

C'est ici qu'intervient évidemment l'opposant marxiste dont le marxisme — dépasse d'ailleurs celui de Marx lui-même. Pour celui-là, l'homme n'est qu'une figurine aux mains de cette toute puissance métaphysique qu'on appelle déterminisme économique, plus vulgairement lutte des classes. La volonté de l'homme, individuelle et collective, sa vie psychique, son orientation intellectuelle, tout cela compte pour bien peu de chose chez notre marxiste et n'affecte en rien ses conceptions de l'histoire humaine.

Aucun étudiant intelligent ne nierait l'importance du facteur économique dans le progrès social et le développement de l'humanité. Mais seul un esprit obtus et obstinément doctrinaire se refusera à voir le rôle important de l'idée, en tant que conception de l'imagination et résultat des aspirations de l'homme.

Il serait vain et sans intérêt de tenter de comparer deux facteurs de l'histoire humaine. Aucun facteur ne peut être considéré, à lui seul, comme le facteur décisif de l'ensemble des comportements individuels et sociaux. Nous sommes trop peu avancés en psychologie humaine, peut-être même n'en saurons-nous jamais assez pour peser et mesurer les valeurs relatives de tel ou tel facteur déterminant du comportement humain. Formuler de tels dogmes, dans leurs connotations sociales, n'est que fanatisme ; pourtant, on verra une certaine utilité dans le fait que cette tentative d'interprétation politico-économique de l'histoire prouve la persistance de la volonté humaine et réfute les arguments des marxistes.

Heureusement, certains marxistes commencent à voir que leur Credo n'est pas toute vérité ; après tout, Marx n'était qu'un être humain, bien trop humain pour être infaillible. Les applications pratiques du déterminisme économique en Russie ouvrent, actuellement, les yeux des marxistes les plus intelligents. On peut voir, en effet, des réajustements s'opérer au niveau des principes marxistes dans les rangs socialistes et même dans les rangs communistes des pays européens. Ils comprennent lentement que leur théorie n'a pas assez tenu compte de l'élément humain, des Menschen ainsi que le souligne un journal socialiste. Aussi important soit-il, le facteur économique n'est cependant pas suffisant pour déterminer à lui seul le destin d'une société. La régénération de l'humanité ne s'accomplira pas sans l'aspiration, la force énergétique d'un idéal.

Cet idéal, pour moi, c'est l'anarchie, qui n'a évidemment rien à voir avec l'interprétation erronée que les adorateurs de l'État et de l'autorité s'entendent à répandre. Cette philosophie jette les bases d'un ordre nouveau fondé sur les énergies libérées de l'individu et l'association volontaire d'individus libres.

De toutes les théories sociales, l'Anarchie est la seule à proclamer que la société doit être au service de l'homme et non l'homme au service de la société. Le seul but légitime de la société est de subvenir aux besoins de l'individu et de l'aider à réaliser ses désirs. Ce n'est qu'alors qu'elle se justifie et participe aux progrès de la civilisation et de la culture. Je sais que les représentants des partis politiques et les hommes qui luttent sauvagement pour le pouvoir me taxeront d'anachronisme incorrigible. Eh bien, j'accepte joyeusement cette accusation. C'est pour moi un réconfort de savoir que leur hystérie manque d'endurance et que leurs louanges ne sont jamais que temporaires.

L'homme aspire à se libérer de toutes les formes d'autorité et de pouvoir et ce ne sont pas les discours fracassants qui l'empêcheront de briser éternellement ses chaînes. Les efforts de l'homme doivent se poursuivre et ils se poursuivront.

— Emma Goldman

Le Libertaire
Internet : http://le-libertaire.net/
E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com
Directeur de la Publication : Olivier Lenourry
Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique , les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices
Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com